

un pays. Nous ne pensons qu'aux aspects régionaux au détriment de tous. Je me demande si le ministre des Postes insiste sur la nécessité d'un bilan bénéficiaire lorsqu'il s'agit d'un service communautaire? D'après ce que nous avons lu à propos du ministre des Postes, il semble se soucier constamment d'avoir un bilan bénéficiaire. Si c'est tout ce à quoi on songe en fournissant un service aux Canadiens, naturellement l'efficacité des moyens de communication ou du service s'en ressentira.

Le ministre des Postes ne se rend-il pas compte que des millions de contribuables font les frais d'un satellite de communications dont l'efficacité n'a pas encore été démontrée et qui reliera les diverses régions du pays, alors qu'en réalité, on ignore quels sont les usagers de ce satellite. Lorsque le ministre a comparu devant le comité permanent des transports et des communications, il a déclaré que les usagers du service postal devront assumer les frais de ce service par satellite. Je ne m'oppose pas à ce que des millions de dollars soient dépensés pour mettre au point un satellite de communications au profit du Canada, mais nous avons déjà un service efficace de communications. On pourrait affecter une partie de ces fonds au service postal et laisser ouverte cette ligne de communication. Il est possible de le faire au profit des Canadiens, nous le savons. Nous ne pouvons dépenser des millions de dollars pour la recherche et le développement d'un nouveau moyen de communication et, d'autre part, négliger cette ligne de communication qu'est le service postal.

Le ministre des Postes croit-il que seuls les usagers des Postes devraient faire les frais de ce nouveau service? Croit-il que les citoyens âgés et ceux qui ont de faibles revenus ou des revenus fixes doivent payer pour l'usage de ce service? L'augmentation des tarifs postaux ne préoccupe pas les titans du monde des affaires, les députés et les ministres. Cependant, des millions de gens dans tout le Canada s'en alarment. Ils seront privés du journal qu'ils ont lu jusqu'ici, à cause de l'augmentation des tarifs postaux. Les autorités des Postes en général et le cabinet en particulier s'inquiètent-ils des majorations allant jusqu'à 400 p. 100 sur certains imprimés et revues? Le ministre dira, je le sais, qu'il n'y a pas eu de changement de tarif pour ces publications. Tout de même, nombre de publications ont disparu.

Il est facile de dire que les éditeurs peuvent augmenter leurs tarifs afin de combler le déficit. Ceux qui ont les moyens continueront

d'acheter ces publications, mais les gens à revenus modestes ne pourront renouveler leurs abonnements, de sorte que des publications comme les revues agricoles disparaîtront complètement. Si c'est cela de la communication, je ne m'en explique pas la définition. Faut-il s'étonner que des éditoriaux s'intitulent «Kierans débite des sottises»? C'est vrai bien souvent. Le premier ministre (M. Trudeau) et son cabinet savent que les augmentations sont refilées aux usagers. Lorsqu'il y aura assez de gens qui renonceront à ces abonnements, nous comprendrons que la politique des Postes repose sur des sottises. Cela n'a guère de signification pour les gens cousus d'or, mais c'est très important pour les petits salariés. Le ministre des Postes continue de dire que l'utilisateur doit payer.

En ce moment des millions de dollars sont affectés au Canada à un programme de bilinguisme. Des milliers de Canadiens étudient soit le français soit l'anglais afin de faciliter les communications dans notre grand pays. Toutefois, le gouvernement supprime actuellement le véritable service de communication, celui des Postes.

Alors qu'on consacre des millions de dollars au programme du bilinguisme, que les députés connaissent, on supprime un moyen de communication pratique. Le service postal et le genre de communications auxquels nous étions habitués sont bien plus en danger, actuellement, que le programme de bilinguisme. Si nous ne conservons pas le Canada uni par un réseau efficace de communications, c'en sera fait de notre grande nation. Le ministre des Postes dit toujours que l'utilisateur doit payer. L'utilisateur peut-il exprimer son opinion en allant aux urnes? Je prétends que oui. Lors des prochaines élections, les usagers du service postal indiqueront, je l'espère, s'ils sont d'accord avec le gouvernement libéral et sa politique à l'égard du service postal. Les députés libéraux pourront alors constater à leur grande surprise que les citoyens ordinaires sont ceux qui comptent dans le pays.

Être au service du public, qu'est-ce au juste pour le gouvernement actuel sinon être nettement au service des riches? Ce ne sont pas les riches qui s'inquiètent, mais les Canadiens moyens. Le ministre des Postes a déclaré récemment devant un comité que le gouvernement entendait tout mettre en œuvre pour réduire le déficit et équilibrer son budget en quelques années. Sont-ce là les conceptions du ministre des Postes? S'agit-il là d'une mesure socialement acceptable et raisonnable pour les usagers canadiens? Le ministre des Postes va